

MON TÉMOIGNAGE COMME PRÉSIDENT DE L'UIM (1980-1982)

Mon élection à la présidence de l'UIM a eu lieu le 20 Octobre 1980 à Tunis.

Vingt-six pays étaient déjà groupés au sein de notre Organisation. L'Australie et Le Liechtenstein venaient d'être admis au cours de la réunion de Tunis, portant à 28 le nombre de pays membres.

Qu'il me soit permis de faire état, ici, d'une certaine activité perçue à cette époque comme étant le prélude de cet événement important. Chronologiquement parlant, cette activité ne rentrait pas dans le cadre proprement dit de mon mandat, mais, ayant eu lieu à peine quelques semaines auparavant, elle constituait néanmoins pour moi une phase spéciale et une page importante à inscrire, à mon actif, aux annales de l'Union.

L'UIM était déjà reconnue par le Conseil Economique et Social des Nations – Unies comme Organisation non Gouvernementale pouvant être consultée à tour de rôle.

C'est à dire que, Vice-Président et délégué de l'UIM, j'ai participé aux travaux du VI^e congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants tenu du 25 Août au 5 Septembre 1980 à Caracas, capitale du Venezuela.

Le 2 Septembre 1980, j'ai fait une intervention devant le Comité I sur le rôle et les activités de l'Union pour la promotion du droit et de la justice. J'ai mis l'accent sur sa réelle disposition à collaborer avec le Conseil Economique et Social des Nations Unies en apportant sa contribution et son expérience dans le

domaine de la justice et du droit appliqué.

En ma qualité de chef de la délégation tunisienne d'une part, et délégué de l'UIM d'autre part, j'ai pris l'initiative de proposer, en collaboration avec la délégation italienne, un projet de résolution sur l'indépendance de la justice et sur l'amélioration du recrutement et la condition des magistrats.

Aux côtés de la Tunisie et de l'Italie, ont adhéré au projet la France, l'Allemagne Fédérale, la Turquie, le Portugal, la Grèce, l'Egypte et la Finlande.

J'ai eu l'honneur et le privilège de l'introduire le 4 Septembre 1980 à l'Assemblée Générale, en faisant une déclaration dont voici quelques extraits :

«Le projet de résolution soumis à l'examen de l'Assemblée tend à sanctionner le travail laborieux fait par le Secrétariat Générale de Nations Unies et les efforts louables déployés par les nombreux intervenants dans leurs déclarations au comité I relativement au chapitre II du Point 7 consacré à l'examen des principes directeurs tendant à améliorer la sélection et la formation des magistrats du siècle et du parquet.

...On a souvent reproché à la magistrature dans certains pays de vivre dans un cercle fermé et de trop se retrancher derrière le Droit dans la rigueur de ses principes. Ils ne sont plus seulement les représentants de Thémis tenant à la fois le glaive et la balance, rendant une justice aveugle et transcendante, mais les missionnaires d'une justice humaine, à la fois souple et efficace. Leur rôle

le primordial dans la nouvelle société consiste à s'engager pleinement et sans hésitation dans le coeur de la vie pour mieux comprendre ses besoins et être suffisamment armé avec le concours de la technologie pour freiner et endiguer la poussée de la criminalité dont cette société est menacée.

C'est pour leur permettre de mener à bien leur mission qu'il s'est avéré nécessaire pour les Etats membres et, surtout pour ceux qui ne l'ont pas fait encore, de consacrer une plus large part de leur budget, pour doter les organes du système judiciaire de moyens humains et matériels plus appropriés pour les mettre au service d'une justice moderne et efficace.

C'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, qu'un appui massif du projet de résolution qui vous est soumis permettrait à l'organisation des Nations Unies de continuer sa noble tâche dans la mise en oeuvre d'une meilleure politique criminelle dans le monde et la promotion d'une justice saine, forte, compétente et impartiale».

Après intervention dans les débats d'une dizaine de délégués, un comité restreint que j'ai eu l'honneur de présider a été formé pour apporter au projet les quelques retouches estimés utiles par l'Assemblée. Le projet, ainsi remanié, a été adopté par consensus.

La Résolution définitive qui fut le premier document de son genre émanant de l'ONU recommandait, en substance, aux Etats membres :

- « de garantir l'indépendance

judiciaire afin d'assurer une justice impartiale et efficace;

- d'apporter toute amélioration nécessaire au recrutement, à la formation et au recyclage des magistrats du siège et du parquet;
- de considérer la possibilité de consacrer une plus large partie de leur budget au système judiciaire en vue d'en renforcer les structures et d'encourager le recrutement des magistrats du siège et du parquet. »

Il est à noter que, cinq ans après, cette résolution a été suivie, si mes souvenirs sont exacts, par une seconde résolution prise sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, donc sur le même thème mais plus nuancé encore, par l'Assemblée Générale lors du VII Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants tenu en 1985 à Milan.

Durant mon mandat je n'ai cessé de livrer mes impressions, chaque fois que l'occasion se présente, pour affirmer, à ma manière, que la justice n'est pas un concept rigide et immuable étouffé par la rigueur des textes préétablis, mais plutôt un concept souple et maniable qui évolue en fonction du développement de la société qui, de nos jours, est en pleine et perpétuelle mutation. Cette évolution demeure conditionnée par celle des magistrats et de leur prise de conscience de la responsabilité qui leur incombe dans le renforcement des valeurs morales et la consolidation des idéaux. L'enrichissement de ces valeurs et de ces idéaux se réalise incontestablement par le bannissement de la routine et par l'instauration du dialogue.

La sortie des magistrats de leur « néolithique », prônée par l'action vigoureuse de notre Union, ne fera que renforcer leur position au regard des institutions de l'État et les incitera à mieux épouser leur siècle.

En effet, mieux que quiconque, le juge est bien placé pour observer les faiblesses et les misères de l'homme. Il a quotidiennement sous les yeux cet émouvant spectacle de la comédie humaine.

Il n'est plus concevable, comme le voulait nos anciens, qu'il s'enferme dans une tour d'ivoire, les yeux bandés, tenant une balance.

Rien ne serait plus faux que l'image d'un juge immobile et impassible, entre son glaive et ses codes, méconnaissant totalement les problèmes nouveaux de la société moderne aussi bien dans le domaine économique et financier que sur le plan social.

L'Union estime que le juge, protecteur et gardien, aussi bien des libertés individuelles et droits de la société que des biens, doit être au courant de l'évolution sociale et rendre une justice compatible avec cette évolution. Il faudrait, dans ces conditions, qu'il soit à l'abri de toute tentation, afin qu'il remplisse sa tâche dans les meilleures conditions, garde toute son indépendance à l'égard du pouvoir et se sente libre de toute contrainte.

Le maintien de ces objectifs pour lesquels notre Union a tant œuvré retient son attention et demeure, plus que jamais, l'objet de ses préoccupations, face aux dangers apparents ou occultes, qui peuvent la menacer.

Pour revenir à l'activité proprement dite de l'UIM au cours de mon mandat, je ne peux que rappeler que cette Organisation a tenu deux réunions annuelles, la première à Vienne, du 11 au 14 Novembre 1981, la seconde à Madère (Portugal), du 8 au 12 Novembre 1982.

Ces deux réunions ont été respectivement précédées par les réunions d'usage du comité de présidence. La première réunion a eu lieu en Mai 1981 à Milan, la seconde en juin 1982, à Rome.

Réunion de Vienne

Au cours de leur séjour à Vienne, les représentants des pays membres qui étaient au nombre de 28 ont traité, durant 3 jours, diverses questions inscrites à l'ordre du jour dont notamment les cas des personnes handicapées dans le Droit Civil et dans la Procédure Pénale apportant ainsi leur contribution au succès de l'Année Internationale des Handicapés. Ils se sont également penchés sur d'autres problèmes relatifs à l'indépendance de la magistrature et l'administration des tribunaux.

À Vienne aussi, un nouveau pays a été admis au sein de l'Union. Il s'agit de l'Islande, portant à 29 le nombre des pays membres.

Réunion de Madère

Lors de la réunion de Madère, les représentants de 29 pays membres se sont penchés sur les sujets soumis à leur examen et ont sanctionné leur travaux par des résolutions approuvées par le Conseil Central.

La première commission a eu à examiner le sujet relatif à la formation du magistrat du point de vue législatif, doctrinal et jurisprudentiel.

La seconde a souhaité l'institution d'un fonds de garantie automobiliste, l'harmonisation du droit en matière d'accidents de la circulation et la conclusion des conventions internationales pour couvrir le dommage subi par une victime de nationalité étrangère et lui faciliter le transfert des devises.

La 3ème commission a recommandé, quand à elle, la mise à la disposition du magistrat d'un éventail de substituts aux courtes peines d'emprisonnement, considérant que c'est la meilleure façon, à notre époque, d'obtenir, sans dommages pour la société et pour l'individu, de meilleurs résultats pour la réinsertion sociale.

Le Conseil Central, lors de sa séance finale a admis l'Espagne com-

me nouveau membre de l'UIM, portant ainsi au nombre de 30 l'ensemble des pays adhérents. Il a, par la même occasion, approuvé les nouveaux thèmes à étudier au cours de la session suivante qui devait alors se tenir à Dakar. Il s'agit en effet des sujets suivants :

- La description de la situation judiciaire ;
- L'égalité des époux dans le droit de la famille ;
- Le juge et l'exécution des peines.

Au cours de mon mandat, l'Union a été saisie en 1981 d'un aspect du conflit opposant le mouvement « Solidarité » au régime, alors en place, en Pologne. On se plaignait de certaines mesures répressives dont auraient été victimes certains membres de ce mouvement et certains magistrats. Le Conseil Central a examiné la plainte avec tact et a exprimé sa satisfaction en apprenant, par la suite, que la justice polonaise avait été saisie de l'affaire.

Je crois savoir maintenant que le dit mouvement participe, dans la démocratie, à la vie politique du pays et a même, à un moment donné, présidé aux destinées de la Nation polonaise.

Il n'est pas sans intérêt de souligner enfin que mon mandat a été marqué par cinq discours de circonstance tenus, tant à Vienne qu'à Madère, pour prêcher la mission de la justice et du juge, ainsi que le rôle de l'Union pour la sauvegarde et la défense de leur indépendance, non sans être sensible aux particularités de chaque pays hôte dont je n'ai pas manqué, dans un style littéraire approprié, d'évoquer respectivement le pittoresque, la beauté et les merveilles.

Hédi SAIED (Tunisie)
Président Honoraire de l'UIM
Premier Président Honoraire de la Cour de Cassation Tunisienne,
Président du Conseil Central d'Arbitrage.

MEMORIES FROM MY TIME AS PRESIDENT OF THE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF JUDGES (IAJ) (1980-1982)

At first, before I try to recall my memories from my two years of presidency, let me give you some information about myself. I was born in 1919. In 1973 I was appointed Head of Division in the Court of Appeal in Stockholm (Svea Hovratt) and retired from that post in 1986. During 1973 - 1983, I was Vice-President of the Swedish Association of Judges. In that position, it was part of my duties, to be responsible for the foreign contacts.

In 1968, I attended the IAJ meeting in Verone as observer. From 1969, when the Swedish Association of Judges was admitted as a member of the IAJ, I have represented the Swedish Association in the Central Council (CC). In 1978, I was elected Vice-President.

Next, I will give some recollections and also some, almost simultaneous, reflections of the time I was President of the IAJ. When I was elected President of the IAJ, at the end of Madeira meeting in 1982, it took me by surprise, because I was not "the next". However the sitting First Vice-President, Mr de Miranda Rosa, nominated me, and the suggestion was approved by acclamation. Thus, when I came to Madeira, I had no aspirations to be elected.

Consequently, I hadn't thought out more in detail what I wanted to accomplish during the two years of Presidency. Related to this, it is important to say that two years as President is too short. When the elected president meets the CC for the first time, there has already passed one of the two years. This is the reason why I thought - and still think - that presidents should be elected for a three or four year-period. Under all circumstances, it would be an improvement if the presidents were appointed the year before taking office. With current regulations, you just have to deal with matters as they happen during the first year of the presidency. In addition, we have to consider the outgoing and the incoming presidents who have different opinions on what they think more important. For what I have just mentioned, it is difficult for a president to pursue a question in a somewhat long-range term.

However, the most important aim for an IAJ president is obvious and we can see that immediately: to work for the protection and safeguarding of the independence and integrity of the judicial power, not only in the member countries, but also in other countries. In the early eighties, we had the situation that

"the iron curtain" went right through Europe. Almost all associations of judges on the western side had joined the IAJ. On the eastern side of the curtain, freedom and civil rights were violated. The judges were not even allowed to establish free and independent associations. The governments could more or less control the administration of justice. The IAJ could certainly not intervene in any way in the political situation in general. But we could watch the development of the situation for the judiciary and take measures, if this could have a chance to influence the situation.

For that reason, we had to obtain correct information about the conditions for our colleagues in different countries. An important source for information was (and still is) International Amnesty. Amnesty has an office in Stockholm and I got their reports regarding freedom and Human Rights in different countries. As judge in Sweden, it was natural for me to look first upon the situation in Poland, which is one of the Sweden's nearest neighbours on the Southern Coast of the Baltic Sea. Sweden and Poland also have had centuries of history in common.

The first considerable protests against the Soviet-dominated communist regime in Poland started within the Trade (labour) Union, called "Solidarity" (in Polish: *Solidarnosc*). "Solidarity" had tried to promote Human Rights - among other things by calling several strikes. In December 1981, the political leaders proclaimed a state of emergency and, after that, there was an accelerated suppression of the opposition. "Solidarity", which had been declared illegal and forbidden in Poland, had a small office in Stockholm. Through visits and telephone calls to that office, I was more closely informed about the excesses against the judicial system in Poland. In particular a pressure was

exercised on judges who tried cases against members of "Solidarity". For instance, prosecutors or judges, who did not follow the instructions of those in power, risk of being imprisoned, dismissed or subjected to disciplinary or criminal sanctions. More than 100.000 civil servants were dismissed, prosecuted or punished. On behalf of the IAJ, I wrote to the Polish Minister of Justice protesting against the pursuits of judges and stressing the necessity to restore the independence and integrity of the judiciary in Poland. On my proposal, the Swedish Association sent letters to the same address and with similar content. We even mentioned names of judges, who had been imprisoned. Other member associations had also reacted against the oppression of the judges in Poland. I, especially, remember activity from Australia Association, which has through the years kept itself posted of the situation for the judges in the Eastern European countries.

As we know, Poland gained democracy and individual freedom before the end of the eighties. It is very difficult to know what effect our action had on the progress in Poland. Probably, not much. But we must believe that such actions - together with other protests - can have some influence on the development. In any case, we should not refrain from announcing our opinion, if we have correct information of violations against the integrity of colleagues, wherever it occurs.

I remember that we had reports and talks in the CC and between the CC delegates about the situation judges in several non-member-countries. Among them, I pointed at the situation in Turkey, Yugoslavia and Pakistan. In those cases, we lacked specific and authentic information. It had been natural and desirable to send an observer to make an investigation on the place, including

- if possible - interviews with colleagues. Unfortunately, at that time, the IAJ had no financial resources for any such activity. (Incidentally, I have since long ago observed that the International Commission of Jurists and their local sections seem to have considerable resources to send observers to countries where freedom and justice is in danger). Anyway, I invited the member-associations to report to the Secretary General on all violations against the judiciary in those mentioned or other countries - on condition of course that they had a reliable source for their information. - It did not happen within the course of my Presidency, that any member Association had complaints vis-à-vis the conditions for the judiciary in their own country. However, the position of the judge was continuously discussed in the First Study Commission.

At several occasions in speeches and talks, I stressed that the finances of IAJ had to be improved, if IAJ should be able to fulfil its aim to be an independent world-wide organisation for judges. The principle of independence has to be applied to private bodies as well as to the community for the organisation of our meetings. The same goes for the delegate's participation in the meetings. (The community, in most cases, pays travel tickets, for expenses and for leave of absence without deduction of salary).

As I may have implied above, I discussed the subject within the IAJ stressed some concern towards the finances in the future. An increased activity, I meant, required that the IAJ had a higher level of self-financing. It is desirable that the IAJ is represented at the meetings of a number of international organisations. Furthermore, it is desirable that representatives for the IAJ visit other member-countries for deliberations, and non-member-coun-

tries for information on the situation for the judiciary. And of course, we have the usual and necessary expenses for the secretariat (including travels), office work, postage, printing, etc.. Finally, I do think, that in the future the expenses of the President ought to be paid by the organisation he presides.

The annual contributions to the IAJ were not enough for all those matters. Of course I was acquainted with the financial situation and made no demands for contribution. All my own travels – with exception for board and loading, which main part was provided on the meeting-place – to IAJ meetings and for IAJ to other countries were made at the expense of the Swedish Ministry of Justice. The Swedish Association had no money for this purpose. However, whether you are a popular person in the Ministry of Justice, or not, it is no pleasure to go there and ask for money.

Unfortunately I did not reach any discussion of a long-range solution of the self-financing problem. I don't know whether the situation now (in 1997) is regarded to be better. I know that there has been some increases in the yearly contributions. And new member associations have been added. But, on the other hand, the costs have increased for different reasons. And I think that the IAJ is still to a great extent dependent on the good will of governments, above all when it comes to arranging the yearly IAJ meetings.

In this connection, I can mention the following. The IAJ had up to 1980 published the book "Le Juge dans la nouvelle société" in Italian and French. An Italian Insurance company has offered to finance, partially, the printing cost for the English version of the book under condition that a card with the name and address of the company was inserted in the book. The matter was

discussed in the CC. Some members were – under the circumstances – against accepting the offer, some saw no harm in it and some were dubious. Since there was not a clear majority, the matter was dropped from the agenda. I also remember that I was a bit surprised at this outcome. In spite of all, the matter was a mere trifle. The possibility that the offer to pay a small amount and to put the card in our book (in English) should have any effect on any judge in any country must have been microscopic if not non-existent. No one has, as far as I know, had any objections, when we have been sponsored by banks, insurance companies or local authorities with different kinds of meeting facilities (with information or sponsor). Not to mention the contributions from governments or (local) authorities to meeting arrangements and social events, etc..(You may observe that governments generally appoint judges and settle their salaries and that the state as well as local authorities now and then are parties in legal cases.)

The Judges Association of Israel was the only one new Association member of the IAJ during my presidency. The question of the Israeli application was discussed on several meetings until being postponed from the 1982 to the 1983 meeting of the CC in Dakar. During both meetings there were long and lively exchanges of opinion. In 1983, when the Central Council was to decide on the application, the matter had been complicated, since the Israeli representatives had been denied visa into Senegal (owing to the strained relations between the Muslim countries and Israel). The Israeli delegates had been invited to the meeting for the purpose of answering possible supplementary questions.

Even this time, a postponement was demanded. After animated dis-

cussions during two long sessions, a compromise was reached. It took into consideration that the result of the voting should not be announced and published by media in Senegal in immediate connection with the meeting. The votes from each member country were thus handed in a sealed envelope to the Secretary General, Giovanni Longo. In the beginning of February 1984, the envelope was opened and the votes counted in the secretariat in Rome, in the presence of Mr Longo the Deputy Secretary General, Enzo Merigiola and myself. The Israeli Association was elected IAJ member with the majority of votes.

When I was asked to relate in short my memories from the time as President of the IAJ, I assumed it was my task to tell the readers some memories from the work within the association. But many pleasant things happened outside the meeting-rooms. I remember with joy many talks – sometimes in evening telephone calls – with Mr. Longo, who during my two years supported me with great skill and never-failing sound judgement.

I attended the annual meetings of the associations in the Nordic countries, in Germany (Munich) and in France (Rennes). I was friendly received at those meetings and had a very pleasant time there.

The annual meetings during my Presidency took place in Dakar (Senegal, 1983), and in Triesenberg (Liechtenstein, 1984). We all had a most agreeable stay on both places and the arrangements were excellent. I will not forget Mr. Ndiaye (Senegal) or Mr. Stotter (Liechtenstein), who were the leading organisers, for their kind care for the other visitors and me.

Lars-Erik Tillinger (Sweden)
Honorary President of the IAJ
Stockholm, October 1997